

## POLITIQUE

# Les petites communes se rebiffent

La décision de la communauté d'agglomération de ne plus financer le transport scolaire le midi a poussé parents d'élèves et élus des petites communes à manifester ce soir.

Le conseil communautaire de la grande Agglo promet d'être houleux et « folklorique » ce soir. En préambule, plusieurs maires de petites communes devraient manifester à partir de 17 h 30 devant l'hôtel de ville de Mézières, à la suite de la suppression annoncée du financement des transports scolaires le midi. Ils appellent parents et élèves à rejoindre ce mouvement « apolitique ».

Sont concernées par cette décision dix communes de 240 à 950 habitants (lire ci-contre), soit quatre regroupements pédagogiques dispersés (RPD).

« Nous allons lancer l'association des petites communes au sein de la grande Agglo »  
Jean-Pierre Renvoye, maire d'Hannogne-Saint-Martin

Jusqu'à aujourd'hui, les enfants de ces communes sont accompagnés gratuitement chez eux le midi ou conduits à la cantine. Ce ramassage était assuré par le conseil général jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2014, date à laquelle cette charge a été transférée à la grande Agglo.

« Nous manifesterons avec humour »

En mai dernier, le conseil communautaire a pris la décision d'arrêter ce service au 31 décembre 2014. La commission des transports, dont font partie plusieurs des petits maires, a rendu, en novembre dernier, un avis en faveur d'une poursuite du délai jusqu'en juin prochain. En vain.



Le transport scolaire gratuit le midi est remis en cause par la grande Agglo. Aurélien Laudry

## Un délai proposé jusqu'au 21 février

Du côté de l'exécutif de la communauté d'agglomération, on rappelle que ces transports scolaires du midi étaient des dérogations accordées auparavant par le Département. « Aujourd'hui, nous souhaitons que toutes les communes soient logées à la même enseigne. Nous en faisons une question d'équité, il fallait uniformiser la situation. Doit-on accepter que 55 communes payent les transports scolaires du midi pour les dix autres ? », argumente Jérémie Dupuy, vice-président en charge des transports.

S'il dit « comprendre la grogne » des maires concernés, il rappelle que la grande Agglo doit se serrer la ceinture en raison des baisses des dotations de l'État. Rendant impossible, selon lui, le maintien de ces dérogations ou, a fortiori, leur extension à l'ensemble du ter-

ritoire intercommunal. « Le budget transports a déjà un déficit de deux millions d'euros, on ne peut pas se permettre d'en rajouter... »

Afin d'apaiser la grogne, la grande Agglo pourrait rogner sur sa part du FPIC (Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales) afin que les communes touchent davantage d'argent. Et puissent ainsi prendre à leur charge le transport scolaire du midi, sans nécessairement mettre à contribution les parents. Par ailleurs, un moratoire sera mis au vote ce soir afin de maintenir le système actuel jusqu'au 21 février. « Nous avons coupé la poire en deux. Nous ne souhaitons pas aller jusqu'en juin, mais nous avons pris en compte les doléances des maires », résume Jérémie Dupuy.

### À SAVOIR

► Les dix communes concernées :

Balaives-et-Butz, Boutancourt, Chalandry-Elaire, Étrépinny, Hannogne-Saint-Martin, Les Ayvelles, Noyers-Pont-Maugis, Sapogne-et-Feuchères, Wadelincourt et Thelonne.

L'exécutif a finalement tranché, mettant en avant des contraintes budgétaires : après le 31 décembre, les transports scolaires en question devront être financés par les communes elles-mêmes et non plus par l'Agglo.

« Le conseil général a reversé en totalité la somme pour les allers-retours des maternels et des primaires », rôle Jean-Pierre Renvoye, maire d'Hannogne-Saint-Martin qui souhaite un ramassage jusqu'en juin 2015.

Ce soir, il viendra avec son écharpe de maire et sûrement quelques cadeaux. « Nous manifesterons avec humour. » Et détermination. Ils seraient plusieurs à envisager de créer une association des petites communes au sein de la grande intercommunalité. « Les gens de la campagne ne sont pas plus idiots que les gens de la ville. »

### « Des avancées »

Des négociations ont eu lieu, hier, entre plusieurs maires concernés et Jérémie Dupuy, le vice-président en charge des transports, en présence du président Boris Ravignon.

« Il y a eu des avancées », concède une élue. De quoi apaiser (un peu) les tensions. Sans empêcher la manifestation de se tenir aujourd'hui.

OLIVIER DURAND et NATHALIE DIOT

## ÉCONOMIE

## L'hôtellerie tire son épingle du jeu

À l'occasion de l'assemblée générale du syndicat départemental des cafetiers, hôteliers et restaurateurs des Ardennes (UMIH 08), qui s'est tenue hier après-midi à Charleville-Mézières, son président François Béguin a rappelé les difficultés qui touchent ces professions. « Il y a plus de ventes que de rachats », a-t-il souligné dans son rapport moral.

En cause : la baisse du pouvoir d'achat, amenant une diminution

de la clientèle, mais aussi une forte pression fiscale, dénoncée par les membres du syndicat, qui représente quelque 280 professionnels dans le département. De quoi rendre François Béguin prudent sur l'avenir : « Je ne veux pas être alarmiste, mais il faut regarder la réalité en face. »

Dans le détail, si la restauration tire la langue, l'hôtellerie arrive à se maintenir dans les Ardennes. Pour résister aux vents contraires,

le président de l'UMIH 08 a appelé ses collègues à faire toujours plus d'efforts sur la qualité de l'accueil. « Nos entreprises doivent se recentrer sur l'humain. Nous sommes là pour servir. Nous avons des atouts, nos entreprises ne sont pas délocalisables. » À l'issue de l'assemblée générale, François Béguin a été reconduit dans ses fonctions. Alain Leterme reste son 1<sup>er</sup> vice-président.

O.D.

## EN BREF

### CHAMPAGNE-ARDENNE

#### L'ombre de l'Alsace-Lorraine sur le budget 2015 de la Région

Les discussions furent techniques, hier au conseil régional, pour ce qui sera sans doute le dernier budget primitif de l'histoire de la Champagne-Ardenne. L'ombre de la future grande région Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne n'a pourtant cessé de planer durant tout le débat général. « C'est un budget d'aison funèbre », a lâché Pascal Erre du FN, dont le groupe aurait préféré que la

Région « expédie les affaires courantes en attendant d'en savoir plus sur le devenir des compétences de la future grande région ». Le groupe UMP, par la voix de l'Ardenne Jean-Luc Warsmann, aurait souhaité un « budget plus ambitieux » pour préparer cette nouvelle grande région. Pas de quoi déstabiliser pour autant le président du conseil régional. « Dans un tel environnement, nous pourrions opter pour des scénarios de facilité et laisser d'autres que nous-mêmes décider de l'avenir de notre territoire ou pratiquer la politique de la terre brûlée », a souligné Jean-Paul Bachy dans son intervention liminaire.